LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES JEUNES DANS LE GFF

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES COMMUNAUTÉS DANS LE FINANCEMENT DE LA SANTÉ, L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET LA REDEVABILITÉ

OBJECTIFS

Les organisations de la société civile (OSC) et les organisations dirigées par des jeunes (ODJ) occupent une place essentielle dans le modèle de partenariat du GFF. Les connaissances issues des communautés, la redevabilité communautaire et l'innovation menée par les jeunes permettent de traduire les engagements de financement en de meilleurs résultats en matière de santé et de nutrition pour les femmes, les enfants et les adolescents. Les OSC et les ODJ jouent un rôle central dans les activités du GFF depuis sa création, et la stratégie CAP SUR 2030 continue de refléter ce principe en intégrant les OSC et les ODJ dans la gouvernance et les activités de planification du GFF.

Cette note fait le point sur les progrès accomplis dans la mise en place du nouveau dispositif de participation du GFF et sur les étapes franchies depuis la dernière mise à jour, en 2024, selon ses trois volets : (1) le partenariat GFF x CIVIC ; (2) la participation complémentaire des OSC et des ODJ au niveau des pays ; et (3) le renouvellement de la direction du Groupe mondial de coordination de la société civile (CSCG) et de la Plateforme mondiale de la jeunesse (GYP). Le premier cycle de subventions devant être lancé d'ici la fin de l'année, aucun résultat n'est encore disponible ; les chiffres présentés ici visent à illustrer les progrès accomplis dans la mise en place de l'initiative et à poser les bases de sa mise en œuvre et de son impact futur. Le Secrétariat sollicite les orientations du Groupe des investisseurs sur les moyens de pérenniser et d'amplifier cette dynamique, alors que le nouveau dispositif de participation entre dans sa phase de mise en œuvre intégrale dans le cadre de la stratégie CAP SUR 2030.

Official Use Only

RAPPEL

Depuis sa création, le GFF travaille en partenariat avec les OSC et les ODJ, considérant les connaissances, le plaidoyer et les mécanismes de redevabilité issus des communautés comme des éléments indispensables à la transformation durable des systèmes de santé. Des représentants de la société civile et des jeunes siègent au Groupe des investisseurs du GFF, garantissant ainsi que les perspectives des communautés contribuent à informer et à façonner les orientations stratégiques du GFF, ses mécanismes de redevabilité et son leadership. Au fil des ans, le partenariat s'est renforcé et a accru son soutien à l'engagement civique, en privilégiant la recherche d'un impact maximal à l'échelle nationale et mondiale grâce à un ensemble de solutions concrètes, notamment des programmes de subventions, des activités d'apprentissage conjoint et de renforcement des capacités, ainsi que des actions de coordination.
Entre 2022 et 2024, le projet d'ONG Hote du GFF (GFF NGO Host Project) a accordé 2,7 millions USD de subventions à 51 OSC et ODJ dans 28 pays, sur des cycles de financement de 12 mois. Dans les différents pays, les bénéficiaires ont soutenu les processus d'élaboration des dossiers d'investissement, fait progresser le plaidoyer en faveur des politiques et des budgets en matière de SRMNEA-N, renforcé les mécanismes de redevabilité des gouvernements et constitué des coalitions qui ont amplifié la voix de la société civile et des jeunes dans la prise de décision du secteur de la santé. Ces subventions ont démontré que des investissements relativement modestes et ciblés peuvent produire des résultats significatifs en matière de participation aux politiques et de constitution de coalitions, tout en soulignant l'importance d'un soutien plus durable et plus flexible pour relever les défis de pérennité et préserver l'influence de la société civile dans des environnements de plus en plus contraints[1].

Lors de l'IG19, tenue à Abuja en novembre 2024, le Groupe des investisseurs du GFF et le Comité du Fonds fiduciaire (CFF) ont approuvé un plan visant à renforcer davantage cet engagement pour la période couverte par la stratégie 2026-2030. Un groupe de travail sur la participation de la société civile et des jeunes a examiné et actualisé le cadre de collaboration entre le GFF et les OSC, puis présenté une série de recommandations fondées sur les enseignements tirés de la période couverte par la stratégie précédente. Ces recommandations portaient notamment sur le renforcement de l'environnement propice à la représentation des OSC et des jeunes ; l'octroi de subventions plus importantes afin de permettre un engagement plus approfondi, en privilégiant une allocation différenciée des ressources plutôt que leur dispersion entre un trop grand nombre de pays ; et la mise à disposition d'une assistance technique différenciée, adaptée aux contextes locaux. Elles préconisaient également d'allonger la durée des subventions et de renforcer les liens entre les bénéficiaires de subventions et les projets cofinancés par la Banque mondiale et le GFF.

[1] PAI, Global Financing Facility: Evidence Briefs (2025)

CICSur la base de ces recommandations, le CFF a approuvé une nouvelle enveloppe de 18 millions de dollars américains (USD) destinée à la participation de la société civile et des jeunes. Ces fonds serviront à financer des subventions visant à renforcer les coalitions d'OSC et d'ODJ locales et leurs activités de plaidoyer et de redevabilité dans les pays partenaires, à soutenir le déploiement à plus grande échelle de solutions menées par les communautés et à assurer la coordination des groupes mondiaux de représentants de la société civile et des jeunes au sein du GFF.

Élaborée en 2025, la stratégie CAP SUR 2030 du GFF a également repris ces recommandations, soulignant la nécessité de maintenir des partenariats structurés avec les OSC et les ODJ afin de renforcer leur participation effective[2] aux décisions clés en matière de santé et de nutrition, à l'échelle nationale et mondiale.

CONTEXTE

La société civile et les jeunes dans le paysage de la santé mondiale

Les organisations de la société civile (OSC) et les organisations dirigées par des jeunes (ODJ) évoluent dans un environnement de plus en plus contraignant. Dans de nombreux pays partenaires du GFF, l'espace civique reste soumis à des pressions : restrictions juridiques, recul des libertés civiques, contraintes de financement et dynamiques politiques limitent les possibilités de participation de la société civile aux processus de gouvernance, de redevabilité et d'élaboration des politiques[3]. Le Rapport sur l'état de la société civile 2026 et les conclusions du CIVICUS Monitor font état d'une tendance mondiale à la multiplication des restrictions à l'action et à la participation civiques, tout en soulignant le rôle essentiel que continue de jouer la société civile dans la défense de la redevabilité, de l'inclusion et de la participation citoyenne.

Ces contraintes s'inscrivent dans un contexte de profonds changements du paysage mondial de la santé et du développement[4]. La baisse de l'aide publique au développement (APD), l'évolution des priorités des bailleurs de fonds et les débats en cours sur l'avenir de l'architecture mondiale de la santé renforcent l'importance de la mobilisation des ressources nationales, de l'appropriation par les pays et de la redevabilité quant aux résultats obtenus. Les projections de l'OCDE indiquent que l'APD consacrée à la santé pourrait diminuer de 29 % à 46 % entre 2024 et 2026[5], ce qui représenterait la baisse la plus marquée parmi les principaux secteurs du développement. Parallèlement, des initiatives telles que le processus HEAR CSO et les

---

[2] Dans le présent document, la « participation effective » désigne la participation inclusive, soutenue et influente des organisations de la société civile et des organisations dirigées par des jeunes tout au long des processus de planification, de mise en œuvre, de suivi et de redevabilité. Elle suppose un accès en temps utile à l'information, des possibilités de contribuer à la prise de décision, des capacités et des ressources suffisantes pour participer, ainsi que des preuves claires que leurs points de vue contribuent à façonner les priorités, les dossiers d'investissement, les politiques et les décisions de financement.

[3] CIVICUS. *State of Civil Society Report 2026*; CIVICUS Monitor, *People Power Under Attack*.

[4] HEAR CSO, *A House Built Together, Fit for All (2026)*;

[5] OECD. *ODA Projections for 2026 and the Near-Term*. Development Co-operation Directorate, June 2026

débats plus larges sur la réforme de la santé mondiale ont appelé à adopter des approches plus équitables et participatives, davantage impulsées par les communautés, en matière de gouvernance et de financement de la santé.

Les éléments recueillis lors de consultations et d'enquêtes récentes menées auprès de la société civile font ressortir un constat largement partagé : de nombreuses organisations à base communautaire peinent à assurer la continuité de leurs activités, mais restent des partenaires indispensables pour renforcer la redevabilité, donner davantage de portée aux points de vue des communautés et veiller à ce que les financements consacrés à la santé bénéficient aux personnes qui en ont le plus besoin

Le Rapport sur l'état de la société civile dans le domaine de la santé en 2026 élaboré par PAI, IBP et COPASAH, qui s'appuie sur les réponses de 461 organisations dans 73 pays, révèle que les organisations de la société civile sont confrontées à des pressions croissantes liées à la baisse des financements, à la réduction de l'espace civique et aux attentes grandissantes à leur égard pour soutenir les processus de santé et de développement pilotés par les pays[6]. Près de 90 % des répondants ont indiqué que leur capacité à assurer le suivi des services ou à mener des activités de plaidoyer avait diminué, ce qui met en évidence un écart croissant entre les responsabilités confiées à la société civile et les ressources et l'espace dont elle dispose pour les assumer. Ces tendances renforcent la nécessité de mettre en place des modèles de participation qui dépassent le cadre des projets à court terme et accordent une plus grande place à la pérennité, aux partenariats et à une participation effective.

Principaux enseignements qui orientent une nouvelle approche avec les OSC et ODJ

L'expérience acquise par le GFF à ce jour concorde avec les données plus générales et les analyses récentes sur la participation de la société civile et des jeunes dans un contexte d'évolution de l'architecture mondiale de la santé. Dans leur ensemble, ces expériences soulignent l'importance de la voix des communautés, de la redevabilité et de l'action menée au niveau local, alors que les pays et les institutions mondiales de santé s'adaptent à la baisse des flux d'aide, à l'évolution des modalités de financement et aux réformes de la gouvernance mondiale de la santé.

Premièrement, une participation effective nécessite des financements durables et flexibles. L'expérience acquise dans le cadre de mécanismes de subvention antérieurs a mis en évidence les limites des cycles de financement courts et des lourdeurs administratives. Les consultations menées auprès des partenaires de la société civile et des jeunes, ainsi que les analyses de l'organisation Wemos Policy & Research Hub, soulignent l'importance d'un soutien prévisible, flexible et suffisamment inscrit dans la durée pour permettre aux OSC et aux ODJ de s'engager de manière continue dans les activités de plaidoyer, de redevabilité, de suivi communautaire et de dialogue sur les politiques publiques[7].

[6] PAI, IBP & COPASAH. *State of Civil Society Working in Global Health in 2026.*
[7] WEMOS. *Civil Society and Domestic Resource Mobilization Policy Brief Series (2023-2025)*

Cet enseignement se reflète dans le modèle de financement approuvé lors de l'IG19. Le cycle actuel de subventions du partenariat GFF x CIVIC prévoit un soutien sur 18 mois, avec des montants de subvention compris entre 150 000 et 210 000 USD. Par rapport aux mécanismes précédents, elle se caractérise par une augmentation significative du montant des subventions, une durée légèrement plus longue et un accompagnement technique. Ces modalités visent à offrir une assise plus solide à une participation inscrite dans la durée.

Deuxièmement, le financement ne suffit pas à lui seul : il doit s'accompagner d'un environnement propice et d'un soutien adapté. Les données de CIVICUS mettent en évidence les difficultés liées à la réduction de l'espace civique, tandis que les consultations du GFF ont fait ressortir une demande croissante d'assistance technique, de renforcement des capacités, d'apprentissage entre pairs et de constitution de coalitions. La nouvelle architecture du GFF pour la participation des OSC et des jeunes associe donc le financement à un **accompagnement adapté visant à renforcer à la fois les capacités organisationnelles et la capacité d'influence.**

Troisièmement, le plaidoyer à l'échelle mondiale et l'action au niveau des pays doivent se renforcer mutuellement. Des analyses récentes du GFF, du processus de HEAR CSO, du rapport de Kinaura sur l'architecture mondiale de la santé et de la série de rapports de CSU2030 sur l'état des engagements en faveur de la couverture sanitaire universelle convergent vers un même constat : les priorités des communautés, la participation à l'échelle nationale et les mécanismes mondiaux de redevabilité sont plus efficaces lorsqu'ils se renforcent mutuellement[8]. La nouvelle architecture associe donc un soutien aux groupes représentatifs de la société civile et des jeunes à l'échelle mondiale, des échanges de connaissances et des activités de plaidoyer à une participation renforcée aux processus du GFF au niveau des pays.

Enfin, la collaboration est essentielle pour obtenir un impact. Une participation effective repose sur une coordination renforcée entre les OSC et les ODJ (notamment grâce au renforcement des coalitions), les gouvernements, les responsables des équipes-pays et les coordinateurs pays du GFF, les équipes-pays de la Banque mondiale et les autres partenaires. Le renforcement de ces relations et la mise en place de modalités de participation accessibles constituent donc des éléments centraux du nouveau modèle de participation.

PROGRÈS À CE JOUR

[8] HEAR CSO *Synthesis Report* (2026); Kinaura Partners, *The Present and Future of the Global Health Architecture* (2026); UHC2030, *State of UHC Commitment series.*

GFF x CIVIC : renforcer les capacités et l'influence des OSC et des ODJ dans les pays partenaires du GFF

La principale évolution structurelle de l'année écoulée a été la mise en œuvre effective de la plateforme GFF x CIVIC, une initiative conjointe du GFF et de CIVIC, l'Alliance pour la société civile et l'innovation sociale au sein de la Banque mondiale. À la suite d'un appel à propositions ouvert lancé en juillet 2025 (qui a recueilli près de 300 candidatures au stade de la manifestation d'intérêt), deux consortiums ont été sélectionnés en décembre 2025 à l'issue d'un processus de sélection très concurrentiel pour piloter les activités de la plateforme dans 26 pays partenaires du GFF. Ces activités s'articulent autour de deux piliers qui se complètent :

- **Pilier 1 – VOICES : Renforcer l'engagement de la société civile et la participation des communautés à la mobilisation des ressources nationales.** Dirigé par **PATH**, en partenariat avec l'**African Institute for Development Policy (AFIDEP)** et l'**Organisation of African Youth (OAY)**, ce consortium œuvre au renforcement de l'engagement de la société civile et du leadership des jeunes afin de faire progresser la mobilisation des ressources nationales en faveur de la santé et de la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents. Grâce à des subventions destinées aux organisations locales de la société civile et aux organisations dirigées par des jeunes, au renforcement des capacités, à un dialogue politique structuré et à des mécanismes de redevabilité, VOICES aide ces organisations à influencer les décisions de financement et à contribuer à l'orientation des priorités des systèmes de santé dans **22 pays éligibles : le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.** Un appel à propositions destiné aux organisations candidates à des sous-subventions a été lancé le 15 septembre 2026 et a rassemblé plus de 1 000 participants en ligne. Les possibilités offertes aux OSC et aux ODJ dans le cadre de VOICES sont considérables : les organisations pourront bénéficier de sous-subventions pour leurs activités de plaidoyer et de redevabilité ; recevoir une assistance technique adaptée en matière de mobilisation des ressources nationales, de suivi budgétaire et de plaidoyer pour le financement de la santé ; et participer à un dialogue structuré sur les politiques publiques avec les gouvernements et les équipes-pays du GFF. Elles pourront ainsi constituer une base factuelle solide et nouer les relations nécessaires pour influencer, sur le long terme, les décisions relatives au financement de la santé à l'échelle nationale. Le consortium a reçu plus de 821 propositions admissibles émanant d'organisations partenaires candidates. Au moins 22 accords de sous-subvention devraient être signés d'ici à la fin de 2026, pour un montant moyen de 150 000 USD par projet bénéficiaire[9].

[9] Un plafond plus élevé, de 175 000 USD, est prévu pour les initiatives localisées (au niveau des États ou des comtés) au Nigéria et au Kenya.

- **Pilier 2 – ALIGN : déployer à plus grande échelle les solutions portées par les communautés en faveur de la santé et de la nutrition des adolescents.** Dirigé par **Action contre la Faim (ACF)**, en partenariat avec l'**Emergency Nutrition Network (ENN)** et **The Youth Café (TYC)**, œuvre à l'extension et à l'institutionnalisation d'innovations portées par les communautés afin d'améliorer durablement la nutrition et la santé des adolescents dans **12 pays éligibles : la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, Madagascar, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Somalie, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.** ALIGN permettra aux OSC et aux ODJ de participer pleinement à la conception, à l'évaluation et au financement de programmes efficaces pour la santé des adolescents, ainsi qu'à leur intégration dans les politiques publiques, afin de favoriser leur pérennité et une transformation des systèmes. Les principaux domaines d'intervention comprennent l'intégration dans les politiques publiques et les systèmes, la production de données probantes et la mesure de l'impact, le déploiement à plus grande échelle de solutions ayant fait leurs preuves — telles que les actions de proximité en faveur de la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV), les clubs de santé en milieu scolaire et les initiatives mobiles en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) — ainsi que les communautés de pratique régionales. Pour les ODJ en particulier, ALIGN offre une véritable porte d'entrée dans les processus nationaux liés aux systèmes de santé. Le dispositif leur permet de concevoir conjointement des solutions, de produire des données probantes et de dialoguer avec les gouvernements et les équipes de la Banque mondiale afin de favoriser l'intégration des priorités en matière de santé des adolescents dans les plans de santé nationaux et les opérations soutenues par le GFF. Un appel à propositions destiné aux organisations candidates à des sous-subventions a été publié le 6 octobre 2026. L'événement de lancement a réuni plus de 1 000 représentants d'OSC et d'ODJ. Le consortium a reçu plus de 246 propositions émanant d'organisations partenaires candidates, et au moins 12 accords de sous-subvention devraient être signés d'ici à la fin de 2026, pour un montant moyen de 210 000 USD par projet bénéficiaire.

Les deux consortiums devraient sélectionner les organisations bénéficiaires de sous-subventions pour une période de soutien de 18 mois, en accordant une sous-subvention à un consortium de partenaires dans chaque pays éligible au titre de chacun des deux piliers. Chaque consortium local devra compter au moins une ODJ. Ensemble, ces deux piliers constituent un dispositif cohérent et ambitieux d'engagement des OSC et des ODJ, qui va du soutien aux groupes représentatifs à l'échelle mondiale à un éventail de possibilités leur permettant d'influencer les décisions relatives au financement de la santé au niveau des pays, de participer aux innovations portées par les communautés et de prendre part aux processus du GFF. Les deux piliers travailleront en étroite coordination avec le CSCG et le GYP à l'échelle mondiale, afin que les données probantes et l'expérience acquises au niveau des pays alimentent les discussions mondiales et que les priorités mondiales soient répercutées dans les plateformes pays. La participation s'inscrira dans les processus existants pilotés par les gouvernements, y compris, le cas échéant, les cadres de partenariat pays du Groupe de la Banque mondiale et les pactes nationaux de santé, plutôt que de créer des circuits de consultation parallèles.

Le tableau 1 ci-après présente les principales évolutions dans la manière dont le GFF collabore avec ses partenaires OSC et ODJ.

Tableau 1. Aperçu : modèles de participation précédent et nouveau du GFF

Dimension	Modèle d'engagement 2022-2024	Modèle d'engagement pour CAP SUR 2030	Principale évolution
Gouvernance	La participation des OSC et des ODJ était coordonnée par l'intermédiaire du Groupe mondial de coordination de la société civile pour le GFF (CSCG) et la Plateforme mondiale de la jeunesse (GYP), qui étaient représentés au Groupe des investisseurs et participaient aux consultations et aux processus de gouvernance du GFF.	Le leadership du CSCG et du GYP a été renouvelé pour la période 2024-2026, avec **21 nouveaux représentants**, renforçant ainsi **l'équilibre entre les genres, la représentation de toutes les régions du GFF et l'engagement bilingue en anglais et en français.** Les partenaires de la société civile et les jeunes ont été consultés tout au long de l'élaboration du modèle d'engagement du GFF, de la stratégie CAP SUR 2030 et du cadre de résultats de mise en œuvre, contribuant ainsi à définir des priorités clés, notamment la mobilisation des ressources nationales, la santé et la nutrition des adolescents, la redevabilité et la participation communautaire.	**Consolider la représentation de la société civile et de la jeunesse en renouvelant leur direction et en renforçant la diversité régionale, l'équilibre entre les genres et la participation bilingue.**
Engagement au niveau des pays	La participation des OSC et des ODJ aux dossiers d'investissement, aux plateformes pays et aux processus soutenus par le GFF variait selon les pays et reposait souvent sur des consultations ponctuelles. Malgré des progrès, notamment l'introduction d'un indicateur clé de performance (KPI) sur la participation des OSC et des jeunes, cette participation restait inégale.	Un soutien structuré à la participation des OSC et des jeunes aux dossiers d'investissement, aux opérations soutenues par le GFF et aux processus de dialogue national viendra compléter le rôle élargi des coordinateurs pays du GFF, qui contribueront à renforcer les échanges entre la société civile, les gouvernements et les équipes de la Banque mondiale et à favoriser une participation plus effective aux processus nationaux de financement de la santé et d'élaboration des politiques publiques.	**Passer d'une participation ponctuelle à une participation structurée, mesurable et pilotée par les pays, dont les progrès sont évalués au moyen du cadre de résultats.**

Financement	Entre 2022 et 2024, le projet d'hébergement d'ONG du GFF (GFF NGO Host Project) a accordé 2,7 millions USD de subventions à 51 OSC et ODJ dans 28 pays, soit un financement moyen d'environ 96 000 USD par pays (et de 53 000 USD par subvention), pour des cycles de financement de 12 mois. Ces subventions s'inscrivaient dans un investissement global plus large de 6 millions USD, comprenant 5 millions USD pour le mécanisme du partenaire d'hébergement d'ONG (subventions, assistance technique, coordination et renforcement des capacités) et 1 million USD pour l'appui à la mise en œuvre et la supervision.	Le CFF du GFF a approuvé une enveloppe de 18 millions USD pour l'engagement des OSC et des jeunes. Sur cette enveloppe, 12 millions USD sont alloués à GFF x CIVIC, dont 10 millions pour les subventions et 2 millions pour l'assistance technique ; 5 millions USD à la participation complémentaire au niveau des pays (4 millions) et à l'appui à la mise en œuvre et à la supervision (1 million) ; et 1 million USD à la coordination du CSCG et du GYP. Les subventions accordées dans le cadre de GFF x CIVIC devraient être plus de deux fois supérieures à celles octroyées en 2022-2024. Dans le cadre de la plateforme GFF × CIVIC, les coalitions nationales devraient recevoir environ 150 000 USD au titre de VOICES (22 pays) et 210 000 USD au titre d'ALIGN (12 pays), pour des périodes de mise en œuvre de 18 mois, ainsi qu'une assistance technique adaptée et un accompagnement en matière de dialogue sur les politiques publiques et de redevabilité.	**Passer d'un financement moyen de 96 000 USD par pays sur 12 mois à des financements de 150 000 à 210 000 USD sur 18 mois.**
Plateforme pour l'engagement	Le soutien était assuré par l'intermédiaire de sous-subventions, d'une assistance technique, d'activités de coordination et de mécanismes d'apprentissage gérés par un partenaire chargé de l'hébergement des ONG du GFF. Les subventions ont bénéficié à 51 organisations dans 28 pays.	Création de la plateforme GFF × CIVIC, structurée autour de VOICES et d'ALIGN, devant toucher 60 à 90 OSC et ODJ dans 26 pays, dont au moins 26 ODJ, chaque partenariat national devant obligatoirement inclure une ODJ. À partir de 2027, ces financements seront complétés par d'autres opportunités financées par le GFF pour soutenir la participation des OSC et des jeunes aux dossiers d'investissement, aux opérations soutenues par le GFF, aux processus de dialogue national et dans de nouveaux pays partenaires. Ces possibilités permettront de renforcer encore la participation au niveau des pays. À l'échelle mondiale, la coordination du CSCG et du GYP continuera d'être assurée par un partenaire indépendant chargé de la coordination des groupes représentatifs, qui soutiendra la gouvernance, la communication, l'apprentissage et la représentation.	**Passer d'initiatives dispersées à un dispositif d'engagement élargi et intégré, associant subventions, assistance technique et soutien direct à la participation aux processus nationaux.**

Renforcement complémentaire de l'engagement à l'échelle nationale

Les activités du GFF auprès des OSC et des ODJ viseront à renforcer davantage leur participation aux plateformes pays du GFF, en partant du principe que leur contribution a le plus d'impact lorsqu'elles peuvent participer aux décisions de financement de la santé et les influencer au moment où elles sont prises. Ce soutien portera sur les plateformes pays du GFF existantes, pilotées par les gouvernements, et sur les processus d'élaboration des dossiers d'investissement, y compris, le cas échéant, les pactes nationaux (Country Compacts) et les cadres de partenariat pays, sans créer de circuits de consultation parallèles.

Dans le cadre de cette initiative, le GFF financera la sélection d'OSC et d'ODJ à l'issue d'un processus concurrentiel avec des appels à propositions et un soutien disponibles dans les principales langues des pays partenaires, ainsi qu'un accompagnement dédié aux organisations locales, afin de:

- Soutenir la participation des OSC et des ODJ à l'élaboration des prochains dossiers d'investissement et des nouvelles opérations en préparation cofinancées par le GFF, afin que les perspectives de la société civile soient prises en compte dès le départ dans la conception et la définition des priorités des activités du GFF dans les pays. Ce soutien comprendra des opportunités structurées de participation aux consultations sur les dossiers d'investissement, de contribution à l'apport de données issues des communautés et de points de vue en matière de redevabilité et d'échanges avec les équipes-pays de la Banque mondiale et les représentants des gouvernements. Il sera proposé aux pays dans lesquels le Pilier 1 de la plateforme GFF × CIVIC n'est pas encore actif.
- Mettre en place un dispositif pilote d'engagement ciblé des OSC et des ODJ afin d'apporter un soutien complémentaire aux innovations et aux solutions déployables à grande échelle de la stratégie CAP SUR 2030 du GFF telles que le Programme d'accès durable aux produits de santé (S-CAP) et le Lot de soins pour des naissances plus sûres (SBBC), ainsi qu'à son programme en matière de genre. Par exemple, des OSC et des ODJ seraient sélectionnées à l'issue d'un processus concurrentiel afin de faire entendre les voix des communautés et de partager des données probantes dans le cadre du dialogue national, notamment en réalisant des enquêtes auprès des communautés et en diffusant leurs résultats.
- Engager les OSC et les ODJ dans les nouveaux pays partenaires du GFF, afin que, à mesure que le GFF étend sa présence géographique, les organisations de la société civile et les organisations de jeunes bénéficient dès le départ d'un soutien leur permettant de participer pleinement aux plateformes pays du GFF.

Renouvellement du leadership du CSCG et du GYP : renforcer la voix de la société civile et des jeunes

Le Groupe mondial de coordination de la société civile pour le GFF (CSCG) et la Plateforme mondiale de la jeunesse (GYP), dédiée aux organisations dirigées par des jeunes et aux jeunes acteurs du plaidoyer, sont les principales instances mondiales permettant aux OSC et aux ODJ de participer à la gouvernance et à l'élaboration des orientations stratégiques du GFF.

Le CSCG et le GYP représentent plus de 850 membres et organisent des élections pour désigner les membres de leurs comités de pilotage ainsi que leurs représentants au Groupe des investisseurs. Le CSCG organise un atelier annuel et des webinaires trimestriels afin d'harmoniser les priorités en matière de plaidoyer, de partager les enseignements tirés et de faire remonter les perspectives des communautés dans les processus décisionnels du GFF.

Le CSCG et le GYP ont contribué aux consultations qui ont directement façonné la stratégie CAP SUR 2030 et son cadre de mesure des résultats. Ils ont notamment fortement plaidé en faveur de la mobilisation des ressources nationales et de la santé et de la nutrition des adolescents, deux priorités qui occupent désormais une place centrale dans la nouvelle stratégie.

Le leadership du CSCG a été renouvelé aux cours des deux dernières années, à l'issue d'élections qui ont permis d'accueillir plus de 21 nouveaux représentantes au Groupe des Investisseurs du GFF et au comité directeur du CSCG, et ainsi élargir la représentation régionale et apporter de nouvelles compétences thématiques au sein de la structure de gouvernance du GFF pour la société civile.

En septembre 2026, le Secrétariat du GFF a sélectionné Kinaura Partners, anciennement Global Health Visions, à l'issue d'un processus concurrentiel, pour coordonner les activités du CSCG et du GYP au cours des deux prochaines années. À ce titre, Kinaura contribuera à organiser les rencontres du CSCG et du GYP, notamment l'atelier annuel ; apportera un soutien technique aux représentants de la société civile et des jeunes siégeant au Groupe des investisseurs du GFF ; et soutiendra la communication stratégique, le plaidoyer et le renforcement des capacités des membres du CSCG et du GYP, afin de favoriser un engagement effectif des groupes qu'ils représentent. Kinaura assurera également une coordination étroite avec les deux nouveaux consortiums d'OSC/ODJ chargés de gérer les subventions et l'assistance technique destinées aux OSC et aux ODJ dans 26 pays partenaires du GFF. Kinaura élaborera conjointement avec le CSCG, le GYP et le Secrétariat un cadre de résultats pour les OSC et les ODJ aligné sur la stratégie CAP SUR 2030.

QUESTIONS POUR DISCUSSION

- **Pérennité et maintien de l'élan :** alors que le modèle d'engagement actualisé entre dans sa phase de mise en œuvre, comment le GFF peut-il soutenir la pérennité, l'efficacité et l'impact à long terme de l'engagement de la société civile et des jeunes à l'échelle nationale et mondiale en particulier dans les contextes à ressources limitées ? Quels indicateurs permettraient de démontrer que les points de vue de la société civile et des jeunes influencent réellement les dossiers d'investissement, le dialogue sur les politiques, la définition des priorités et les décisions de financement ?

- **Équité et résultats :** comment le GFF et ses partenaires peuvent-ils tirer le meilleur parti de l'engagement de la société civile et des jeunes pour accélérer les progrès vers une amélioration plus équitable de la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents dans le cadre de la stratégie CAP SUR 2030 ?

RÉFÉRENCES

- **Rapport sur l'état de la société civile 2026** (mars 2026)
  CIVICUS, Rapport sur l'état de la société civile (PDF)
- **People Power Under Attack** (publication évolutive)
  Portail du CIVICUS Monitor (en anglais)
- **The State of Civil Society Working in Global Health in 2026** (septembre 2026)
  Portail Analysis & Initiatives de PAI (en anglais)
- **CIVIC : l'Alliance pour la société civile et l'innovation sociale** (-2024–2026)
  Présentation de l'Alliance CIVIC par le GPSA (en anglais)
- **GFF x CIVIC VOICES : appel à propositions** (septembre 2026)
  Hub GFF x CIVIC VOICES du GPSA
- **GFF x CIVIC ALIGN : appel à propositions** (octobre 2026)
  Hub GFF x CIVIC ALIGN
- **GFF NGO Host Evidence Briefs (en anglais)** (janvier 2025)
  GFF NGO Host at PAI
- **Stratégie CAP sur 2030 du GFF:** transformer les systèmes de santé, sauver des vies
  Stratégie 2026-2030 du GFF
- **Civil Society & Domestic Resource Mobilization Policy Briefs** (2023–2025)
  Wemos (en anglais)
- **Global Consensus Statement on Meaningful Adolescent and Youth Engagement** (2018–2026) Page de la campagne MAYE de PMNCH (en anglais)

- **Global Consensus Statement on Youth-Led Accountability (2019)** Restless Development. https://restlessdevelopment.org/wp-content/uploads/2020/08/FINAL-Global-Consensus-Statement-on-Youth-led-Accountability-.pdf (en anglais)
- **OECD (2026). Projections de l'APD pour 2026 et à court terme.** Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE (juin 2026) https://www.oecd.org/fr/publications/projections-de-l-apd-pour-2026-et-a-court-terme_f1ae0986-fr/full-report.html
- **Youth-Led Social Accountability for Health (2023)** USAID/MOMENTUM Country and Global Leadership. https://resourcecentre.savethechildren.net/document/youth-led-social-accountability-for-health/ (en anglais)
- **The Future of Global Health: Restructuring Governance through Inclusive Youth Leadership** (2023) O'Sullivan, Brianne, et al. *BMJ Global Health*, 8, e013653. https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10632807/ (en anglais)
- **Youth-Led Advocacy to Advance RMNCAH-N Access and Accountability** (septembre 2025) PAI. https://pai.org/resources/youth-led-advocacy-to-advance-rmncah-n-access-and-accountability/ (en anglais)
- **État de l'engagement en faveur de la couverture santé universelle** (2023–2025) CSU2030. État de l'engagement en faveur de la CSU
- **A House Built Together, Fit for All: Global Civil Society on the Future of Health Architecture** (mai 2026) Rapport de synthèse de HEAR CSO (PDF) (en anglais)
- **HEAR CSO Global Civil Society Portal** (mai 2026) Site officiel de HEAR CSO
- **The Present and Future of the Global Health Architecture: Navigating a System in Transition** (juillet 2026) Kinaura Global Health Architecture Report (PDF) (EN)\
- **GFF** - Note d'information du GFF sur la société civile (avril 2024)
- **Groupe de la Banque mondiale** - Pactes nationaux de santé